

RCS : AVIGNON Code greffe : 8401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AVIGNON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1975 B 00155 Numéro SIREN : 305 304 966 Nom ou dénomination : 4 M PROVENCE ROUTE
--

Ce dépôt a été enregistré le 17/06/2019 sous le numéro de dépôt 5233

4M PROVENCE ROUTE

**SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE AU CAPITAL DE 1 051 500
EUROS**

SIEGE SOCIAL : SORGUES (84700), VILLAGE ERO

ROUTE NATIONALE 7

305 304 966 RCS AVIGNON

COMPTES SOCIAUX ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018

COPIE CERTIFIEE CONFORME

Monsieur Robert MEREU

Président du directoire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Me' followed by a stylized flourish.

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2018	Net 30/09/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	40 323	40 323		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	74 580	61 578	13 002	14 872
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 369 362	3 602 760	766 601	755 150
Autres immobilisations corporelles	3 364 956	3 036 508	328 449	449 903
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 849 220	6 741 169	1 108 052	1 219 925
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	134 076		134 076	107 850
En-cours de production (biens et services)	497 000		497 000	260 000
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	5 039 312		5 039 312	3 877 866
Autres créances	430 398		430 398	779 821
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				909 000
Disponibilités	1 793 943		1 793 943	1 811 806
Charges constatées d'avance (3)	15 404		15 404	20 472
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 910 133		7 910 133	7 766 815
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	15 759 353	6 741 169	9 018 185	8 986 740
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			94 153	116 996

Bilan Passif

	30/09/2018	30/09/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 051 500	1 051 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	180 250	180 250
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	105 150	105 150
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 609 340	4 375 847
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	57 277	233 493
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 003 517	5 946 240
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	82 400	82 400
Provisions pour charges	96 325	96 325
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	178 725	178 725
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	34 625	34 560
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 854 559	2 071 588
Dettes fiscales et sociales	929 186	735 864
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 153	19 763
Produits constatés d'avance (1)	419	
TOTAL DETTES	2 835 942	2 861 775
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	9 018 185	8 986 740
(1) Dont à plus d'un an (a)	31 409	33 231
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 804 533	2 828 544
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	30/09/2018	30/09/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	7 953		7 953	3 604
Production vendue (services)	16 026 651		16 026 651	15 122 443
Chiffre d'affaires net	16 034 604		16 034 604	15 126 047
Production stockée			237 000	43 862
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			581	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			137 322	227 423
Autres produits			12 751	10 991
Total produits d'exploitation (I)			16 422 258	15 408 323
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			4 506 599	3 942 697
Variations de stock			-26 226	20 572
Autres achats et charges externes (a)			6 781 642	6 458 967
Impôts, taxes et versements assimilés			198 929	190 986
Salaires et traitements			2 841 154	2 675 090
Charges sociales			1 623 130	1 537 675
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			479 861	419 395
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			20 073	119 214
Total charges d'exploitation (II)			16 425 162	15 364 596
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-2 904	43 727
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			7 739	52 012
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			7 739	52 012
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés (4)			2 050	1 337
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			2 050	1 337
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			5 689	50 675
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			2 785	94 402

Compte de résultat (suite)

	30/09/2018	30/09/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	60 251	34 338
Sur opérations en capital	10 893	161 380
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	71 144	195 717
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	7 501	29 288
Sur opérations en capital	10 619	10 969
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	18 119	40 257
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	53 025	155 461
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-1 467	16 370
Total des produits (I+III+V+VII)	16 501 142	15 656 053
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	16 443 864	15 422 560
BENEFICE OU PERTE	57 277	233 493
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA 4M PROVENCE ROUTE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2018, dont le total est de 9 018 185 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 57 277 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2017 au 30/09/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Agencements des constructions : 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage : 2 à 7 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 6 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 136 970 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2017 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice

Règles et méthodes comptables

alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Annexe : Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

1/ Les provisions pour charges correspondent aux coûts programmés de reconstitution des sites de carrières.

2/ Le crédit d'impôt compétitivité 2018 a été provisionné dans les comptes clos au 30 septembre 2018 pour un montant de 94 153 €. Il est comptabilisé en charges de personnel au niveau du compte de résultat..

Annexe : Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 323			40 323
Immobilisations incorporelles	40 323			40 323
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	74 580			74 580
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 045 452	323 910		4 369 362
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 175			20 175
- Matériel de transport	3 261 921	47 196	34 291	3 274 826
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	68 042	7 500	5 588	69 955
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	7 470 170	378 606	39 878	7 808 898
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	7 510 493	378 606	39 878	7 849 220

Annexe : Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		378 606		378 606
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		378 606		378 606
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		39 878		39 878
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		39 878		39 878

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 323			40 323
Immobilisations incorporelles	40 323			40 323
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	59 708	1 870		61 578
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 290 301	312 459		3 602 760
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 895	1 946		14 841
- Matériel de transport	2 824 299	157 958	23 672	2 958 584
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 041	5 629	5 588	63 082
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	6 250 245	479 861	29 260	6 700 846
ACTIF IMMOBILISE	6 290 567	479 861	29 260	6 741 169

Annexe : Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les travaux en cours sont évalués en fonction de l'avancement des chantiers.

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 485 114 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 039 312	5 039 312	
Autres	430 398	336 245	94 153
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	15 404	15 404	
Total	5 485 114	5 390 961	94 153
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Avoirs non parvenus	27 431
Deboucre.divers-prod. a recevoir	15 717
Total	43 148

Annexe : Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 051 500,00 euros décomposé en 1 845 titres d'une valeur nominale de 569,92 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	178 725				178 725
Total	178 725				178 725
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Annexe : Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 835 942 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	34 625	3 216	31 409	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 854 559	1 854 559		
Dettes fiscales et sociales	929 186	929 186		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	17 153	17 153		
Produits constatés d'avance	419	419		
Total	2 835 942	2 804 533	31 409	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-factures non parvenue	43 731
Taxes-charges à payer	56 584
Fiscalité/debloc.participation	16
Deboucre.divers-ch.a payer	17 153
Total	117 483

Annexe : Notes sur le bilan

Autres informations

Effets de commerce

Les créances représentées par des effets de commerce se montent à 49 602 euros et se répartissent comme suit :

- Clients : 49 602 euros

Les dettes représentées par des effets de commerce se montent à 80 939 euros et se répartissent comme suit :

- Fournisseurs : 80 939 euros

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	14 674		
Cca-air liquide	730		
Total	15 404		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Pdts constatés avances	419		
Total	419		

Annexe : Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Certaines indications relatives au chiffre d'affaires sont incomplètes ou omises en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 100 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat et impôts sur les bénéfices

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 23 810 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	8 987
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	8 987
C. Déficits reportables	76 048
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	23 810
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà	

Annexe : Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 86 personnes dont 1 apprenti.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	12	
Agents de maîtrise et techniciens	17	
Employés		
Ouvriers	58	
Total	87	

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Cautions chantiers BPM</i>	677 955
<i>Cautions Cie européenne garantie caution</i>	2 710 495
Autres engagements donnés	3 388 450
Total	3 388 450
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Annexe : Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 83 348 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE sera utilisé pour le financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation, .

4M PROVENCE ROUTE
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
AU CAPITAL DE 1 051 500 EUROS
SIEGE SOCIAL : SORGUES (84700), VILLAGE ERO
ROUTE NATIONALE 7
305 304 966 RCS AVIGNON

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 27 MARS 2019
--

Madame, Monsieur,

Le Directoire de notre Société vous a convoqués à une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, conformément à la loi et aux statuts, afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 30 septembre 2018, et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

Nous vous rappelons que, conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce, le Conseil de surveillance doit présenter à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle ses observations sur le rapport de gestion du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Nous vous précisons que le Directoire a communiqué au Conseil de surveillance les comptes annuels et le rapport de gestion dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

Après avoir vérifié et contrôlé les comptes annuels et le rapport de gestion du Directoire, nous estimons que ces documents ne donnent lieu à aucune observation particulière.

Nous espérons que l'ensemble des propositions que vous a faites le Directoire dans son rapport recevra votre agrément, et que vous voudrez bien adopter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil de surveillance

Jean MEREU



4M PROVENCE ROUTE
Société Anonyme
Au capital de 1 051 500 €
Siège social : SORGUES (84700)
Village ERO - RN7

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 Septembre 2018

GALLO & ASSOCIES AUDIT
219 Rue des Pins
07430 DAVEZIEUX

4M PROVENCE ROUTE
Société Anonyme
Au capital de 1 051 500 €
Siège social : SORGUES (84700)
Village ERO - RN7

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 Septembre 2018

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 4M PROVENCE ROUTE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment en ce qui concerne la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

DAVEZIEUX, le 5 Mars 2019

Le Commissaire aux Comptes

GALLO & ASSOCIES AUDIT

Lionel GALLO

Sébastien CHIRAT

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2018	Net 30/09/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	40 323	40 323		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	74 580	61 578	13 002	14 872
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 369 362	3 602 760	766 601	755 150
Autres immobilisations corporelles	3 364 956	3 036 508	328 449	449 903
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 849 220	6 741 169	1 108 052	1 219 925
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	134 076		134 076	107 850
En-cours de production (biens et services)	497 000		497 000	260 000
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	5 039 312		5 039 312	3 877 866
Autres créances	430 398		430 398	779 821
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				909 000
Disponibilités	1 793 943		1 793 943	1 811 806
Charges constatées d'avance (3)	15 404		15 404	20 472
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 910 133		7 910 133	7 766 815
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	15 759 353	6 741 169	9 018 185	8 986 740
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			94 153	116 996

Bilan Passif

	30/09/2018	30/09/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 051 500	1 051 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	180 250	180 250
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	105 150	105 150
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 609 340	4 375 847
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	57 277	233 493
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 003 517	5 946 240
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	82 400	82 400
Provisions pour charges	96 325	96 325
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	178 725	178 725
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	34 625	34 560
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 854 559	2 071 588
Dettes fiscales et sociales	929 186	735 864
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 153	19 763
Produits constatés d'avance (1)	419	
TOTAL DETTES	2 835 942	2 861 775
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	9 018 185	8 986 740
(1) Dont à plus d'un an (a)	31 409	33 231
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 804 533	2 828 544
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	30/09/2018	30/09/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	7 953		7 953	3 604
Production vendue (services)	16 026 651		16 026 651	15 122 443
Chiffre d'affaires net	16 034 604		16 034 604	15 126 047
Production stockée			237 000	43 862
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			581	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			137 322	227 423
Autres produits			12 751	10 991
Total produits d'exploitation (I)			16 422 258	15 408 323
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			4 506 599	3 942 697
Variations de stock			-26 226	20 572
Autres achats et charges externes (a)			6 781 642	6 458 967
Impôts, taxes et versements assimilés			198 929	190 986
Salaires et traitements			2 841 154	2 675 090
Charges sociales			1 623 130	1 537 675
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			479 861	419 395
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			20 073	119 214
Total charges d'exploitation (II)			16 425 162	15 364 596
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-2 904	43 727
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			7 739	52 012
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			7 739	52 012
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés (4)			2 050	1 337
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			2 050	1 337
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			5 689	50 675
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			2 785	94 402

Compte de résultat (suite)

	30/09/2018	30/09/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	60 251	34 338
Sur opérations en capital	10 893	161 380
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	71 144	195 717
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	7 501	29 288
Sur opérations en capital	10 619	10 969
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	18 119	40 257
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	53 025	155 461
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-1 467	16 370
Total des produits (I+III+V+VII)	16 501 142	15 656 053
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	16 443 864	15 422 560
BENEFICE OU PERTE	57 277	233 493
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA 4M PROVENCE ROUTE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2018, dont le total est de 9 018 185 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 57 277 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2017 au 30/09/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Agencements des constructions : 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage : 2 à 7 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 6 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 136 970 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2017 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice

Règles et méthodes comptables

alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Annexe : Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

1/ Les provisions pour charges correspondent aux coûts programmés de reconstitution des sites de carrières.

2/ Le crédit d'impôt compétitivité 2018 a été provisionné dans les comptes clos au 30 septembre 2018 pour un montant de 94 153 €. Il est comptabilisé en charges de personnel au niveau du compte de résultat..

Annexe : Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 323			40 323
Immobilisations incorporelles	40 323			40 323
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	74 580			74 580
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 045 452	323 910		4 369 362
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 175			20 175
- Matériel de transport	3 261 921	47 196	34 291	3 274 826
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	68 042	7 500	5 588	69 955
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	7 470 170	378 606	39 878	7 808 898
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	7 510 493	378 606	39 878	7 849 220

Annexe : Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		378 606		378 606
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		378 606		378 606
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		39 878		39 878
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		39 878		39 878

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 323			40 323
Immobilisations incorporelles	40 323			40 323
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	59 708	1 870		61 578
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 290 301	312 459		3 602 760
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 895	1 946		14 841
- Matériel de transport	2 824 299	157 958	23 672	2 958 584
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 041	5 629	5 588	63 082
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	6 250 245	479 861	29 260	6 700 846
ACTIF IMMOBILISE	6 290 567	479 861	29 260	6 741 169

Annexe : Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les travaux en cours sont évalués en fonction de l'avancement des chantiers.

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 485 114 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 039 312	5 039 312	
Autres	430 398	336 245	94 153
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	15 404	15 404	
Total	5 485 114	5 390 961	94 153
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Avoirs non parvenus	27 431
Deboucre.divers-prod. a recevoir	15 717
Total	43 148

Annexe : Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 051 500,00 euros décomposé en 1 845 titres d'une valeur nominale de 569,92 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	178 725				178 725
Total	178 725				178 725
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Annexe : Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 835 942 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	34 625	3 216	31 409	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 854 559	1 854 559		
Dettes fiscales et sociales	929 186	929 186		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	17 153	17 153		
Produits constatés d'avance	419	419		
Total	2 835 942	2 804 533	31 409	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-factures non parvenue	43 731
Taxes-charges à payer	56 584
Fiscalité/debloc.participation	16
Deboucre.divers-ch.a payer	17 153
Total	117 483

Annexe : Notes sur le bilan

Autres informations

Effets de commerce

Les créances représentées par des effets de commerce se montent à 49 602 euros et se répartissent comme suit :

- Clients : 49 602 euros

Les dettes représentées par des effets de commerce se montent à 80 939 euros et se répartissent comme suit :

- Fournisseurs : 80 939 euros

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	14 674		
Cca-air liquide	730		
Total	15 404		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Pdts constatés avances	419		
Total	419		

Annexe : Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Certaines indications relatives au chiffre d'affaires sont incomplètes ou omises en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 100 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat et impôts sur les bénéfices

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 23 810 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	8 987
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	8 987
C. Déficits reportables	76 048
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	23 810
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà	

Annexe : Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 86 personnes dont 1 apprenti.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	12	
Agents de maîtrise et techniciens	17	
Employés		
Ouvriers	58	
Total	87	

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Cautions chantiers BPM</i>	677 955
<i>Cautions Cie européenne garantie caution</i>	2 710 495
Autres engagements donnés	3 388 450
Total	3 388 450
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Annexe : Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 83 348 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE sera utilisé pour le financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation, .

4M PROVENCE ROUTE

**SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE AU CAPITAL DE 1 051 500
EUROS**

SIEGE SOCIAL : SORGUES (84700), VILLAGE ERO

ROUTE NATIONALE 7

305 304 966 RCS AVIGNON

**TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTION DE RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS AU 30 SEPTEMBRE 2018
SOUMISE ET ADOPTEE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 21 MARS 2019**

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, s'élevant à 57 277 euros, en totalité au compte Autres réserves, s'élevant ainsi à 4 666 616 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'assemblée générale prend acte qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Pour extrait certifié conforme

Le président du directoire

Robert MEREU

